

Monsieur le Commissaire-enquêteur
Mairie de Creil
Place François Mitterrand
BP76
60109 Creil cedex
Paris, le 9 juin 2023

À l'attention de Monsieur Patrice LAINE

Objet : élaboration du règlement local de publicité
Enquête publique

Monsieur le Commissaire-enquêteur,

Les entreprises adhérentes de l'Union de la Publicité Extérieure (UPE), syndicat professionnel regroupant les principaux opérateurs de ce secteur d'activité, ont pris connaissance avec un grand intérêt du projet d'élaboration du règlement local de publicité (RLP) de la commune de Creil arrêté en séance du Conseil municipal le 12 décembre 2022 et soumis actuellement à enquête publique.

Afin de mieux concilier les objectifs de protection du cadre de vie du territoire et le dynamisme économique et commercial des acteurs locaux, nous vous présentons nos demandes d'aménagements règlementaires afin qu'un compromis satisfaisant puisse permettre à chacune des parties prenantes de trouver un juste équilibre. Cette obligation de conciliation est imposée en effet par le code de l'environnement.

Vous trouverez à cet effet, formulées ci-dessous, nos différentes propositions.

- **Règle de densité (ZP2)**

L'article 10 « *Interdictions* » du projet de règlement dispose en son second alinéa que :

« Les publicités / préenseignes, lumineuses ou non, scellées au sol ou installées directement sur le sol et les publicités apposées sur mur sont interdites sur une unité foncière disposant d'un côté bordant une voie ouverte à la circulation publique dont le linéaire est inférieur à 20 mètres. »

L'article 13 « *Densité* » du projet de règlement énonce que :

« La règle de densité concerne :

- les publicités / préenseignes apposées sur un mur lumineuses ou non ;*
- les publicités / préenseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol, lumineuses ou non lumineuses.*

Sur une unité foncière disposant d'un côté bordant une voie ouverte à la circulation publique dont le linéaire est supérieur ou égal à 20 mètres, il ne peut être installé qu'un support publicitaire ou une préenseigne scellée au sol ou installée directement sur le sol ou apposée sur mur, lumineux ou non lumineux. En deçà d'un linéaire de 20 mètres, la publicité n'est pas autorisée. »

Compte tenu de l'urbanisation constatée en ce secteur et afin de répondre aux exigences d'audience que requiert le média de la communication extérieure, nous préconisons, pour les dispositifs installés sur support mural :

- D'appliquer des dispositions du règlement national de publicité (RNP) contenu dans le code de l'environnement ;
- De limiter à un seul dispositif par support maximum.

En effet, un dispositif sur support mural ne crée pas d'obstacle visuel car il s'appuie sur un objet existant et le linéaire sur rue est généralement très inférieur à un positionnement par scellement au sol sur un terrain.

Par ailleurs, au regard de certaines unités foncières avec des linéaires importants, nous préconisons la possibilité d'implanter un deuxième dispositif de même nature (mural ou scellé au sol) sur les unités foncières présentant un linéaire sur rue supérieur à 100 mètres.

En outre, nous demandons également d'autoriser un seul dispositif numérique par unité foncière répondant aux règles de densité prévues dans le projet.

- Domaine ferroviaire en gare, y compris parvis

Pour les dispositifs visibles depuis une voie ouverte à la circulation publique et implantés sur les quais non couverts ainsi que ceux situés sur le parvis de la gare de Creil, les règles pourraient être les suivantes :

- Aucune distance à respecter entre deux dispositifs séparés par une voie ferrée ;
- Autorisation des dispositifs publicitaires numériques avec une surface d'écran de 2 m².

- Enseignes numériques

Le projet de règlement prévoit, s'agissant des enseignes numériques situées à l'intérieur des vitrines ou des baies d'un local à usage commercial qui n'est pas principalement utilisé comme un support de publicité et destinées à être visibles d'une voie ouverte à la circulation publique, un format maximum de 2 m² et de les limiter à un seul dispositif par activité.

L'article L581-14-4 du code de l'environnement, issu de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, dispose que :

« Par dérogation à l'article L. 581-2, le règlement local de publicité peut prévoir que les publicités lumineuses et les enseignes lumineuses situées à l'intérieur des vitrines ou des baies d'un local à usage commercial qui n'est pas principalement utilisé comme un support de publicité et destinées à être visibles d'une voie ouverte à la circulation publique respectent des prescriptions qu'il définit en matière d'horaires d'extinction, de surface, de consommation énergétique et de prévention des nuisances lumineuses.

La section 6 du présent chapitre est applicable en cas de non-respect des prescriptions posées par le règlement local de publicité en application du présent article. »

Cet article permet à un RLP de réglementer les enseignes numériques situées à l'intérieur des vitrines ou des baies d'un local à usage commercial qui n'est pas principalement utilisé comme un support de publicité et destinées à être visibles d'une voie ouverte à la circulation publique.

Toutefois, les RLP ne doivent toutefois pas fragiliser davantage l'activité commerciale des commerçants de centres-villes. Dès lors, l'article L581-14-4 précité implique que les RLP

puissent établir, le cas échéant, des prescriptions mesurées et adaptées à l'univers particulier que représentent les vitrines des commerces.

Cet univers spécifique est en effet composé de dispositifs lumineux dont les formats et le nombre sont diversifiés. Une réglementation trop contraignante ne fera qu'accroître, pour les commerçants, le sentiment de contraintes administratives alors que la crise sanitaire a considérablement impacté l'activité des commerces, notamment pendant les périodes de confinement¹.

Or, impacter les commerces des centres-villes entraînera un report de consommation vers les plateformes numériques.

Pour toutes ces raisons et afin de préserver la possibilité pour les commerçants d'exploiter leur vitrine commerciale, nous suggérons de fixer uniquement une surface cumulée à 2 m² de l'/des enseigne(s) numérique(s) située(s) derrière une vitrine ou une baie. Cette proposition permet en effet d'appréhender ces univers diversifiés.

En espérant que vous comprendrez le bien-fondé de notre démarche, je vous prie de recevoir, Monsieur le Commissaire-enquêteur, mes salutations distinguées.

Stéphane DOTTELONDE
Président de l'UPE



¹ Selon l'INSEE, « En mars 2020, le volume des ventes de l'ensemble du commerce chute (-18,4 % après -0,8 % en février). », note publiée le 29 mai 2020.

